



ACCORD-CADRE DE FOURNITURES

ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (AE-CCP)

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

FOURNITURE DE SUPPORTS D'ECRIURE PERSONNALISES POUR LES LIBRAIRES-BOUTIQUES DU CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

LOT 1 – Fourniture de supports d'écriture bille et de crayons à papier, corps synthétiques ou bois personnalisés avec visuels fournis par le CMN

NUMERO DE L'ACCORD-CADRE : 25-2003-183

TITULAIRE :

MONTANT NOTIFIE : sans montant minimum, et un montant annuel maximum de 170 000 € HT

SOMMAIRE

Contractants	- 4 -
CONTEXTE	- 9 -
Article 1 - Objet de l'accord-cadre	- 9 -
Article 2 - Procédure de passation et forme de l'accord-cadre	- 10 -
Article 3 - Pièces constitutives de l'accord-cadre	- 10 -
Article 4 - Durée de l'accord-cadre	- 10 -
Article 5 - Correspondants	- 11 -
5-1 Correspondant du Centre des monuments nationaux.....	- 11 -
5-2 Correspondant du Titulaire	- 11 -
Article 6 – Description des prestations	- 11 -
Article 7 - Modalités d'exécution de l'accord-cadre par émission de bons de commande	- 12 -
7-1 Validation avant mise en fabrication	- 12 -
7-2 Etablissement des bons de commande	- 13 -
7-8 Délais d'exécution des bons de commande	- 15 -
Article 8 – Clause de réexamen	- 15 -
Article 9 - Montant de l'accord-cadre	- 15 -
Article 10 - Modalités de détermination des prix	- 15 -
10-1 Forme des prix – Révision des prix – Clause de sauvegarde	- 15 -
10-2 Contenu des prix.....	- 16 -
10-3 Remise exceptionnelle et prix promotionnels	- 17 -
Article 11 – Obligations du titulaire	- 17 -
11-1 Connaissance de l'accord-cadre par le titulaire.....	- 17 -
11-2 Respect général de la réglementation en vigueur concernant la protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	- 17 -
11-3 Obligation de transmission semestrielle	- 18 -
11-4 Normalisation	- 19 -
11-5 Obligation de discrétion et de confidentialité	- 19 -
Article 12 – Rupture de stock	- 20 -
Article 13 – Fournitures d'articles nouveaux	- 20 -
Article 14 – Opérations de vérification – Admission des prestations	- 20 -
14-1 Vérifications quantitatives	- 20 -
14-2 Vérifications qualitatives	- 20 -
14-4 Décisions après vérifications	- 21 -
Article 15 – Garantie	- 22 -
Article 16 – Sous-traitance	- 22 -
Article 17- Modalités de règlement	- 23 -
17-1 Compte à créditer	- 23 -

17-2 Production des factures	- 23 -
17-3 Délai de paiement	- 24 -
17-4 Intérêts moratoires	- 24 -
17-5 Avance	- 24 -
Article 18 - Cession ou nantissement de créance	- 24 -
Article 19 - Pénalités pour retard	- 25 -
Article 20 - Assurances	- 25 -
Article 21 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	- 25 -
Article 22 - Changement dans la structure de la société	- 26 -
Article 23 – Clause diversité et égalité	- 26 -
Article 24 - Résiliation	- 27 -
Article 25 - Litiges	- 28 -
Article 26 - Dérogations	- 28 -
ANNEXE - DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE	- 30 -
ANNEXE – REPARTITION DES PRESTATIONS	- 31 -

Contractants

Le présent accord-cadre est conclu entre :

Centre des monuments nationaux (CMN)

Hôtel de Sully

62, rue Saint-Antoine

75186 PARIS CEDEX 04

Représenté par sa Présidente, Madame Marie LAVANDIER,

D'une part, ci-après dénommé « le Centre des monuments nationaux »,

Et d'autre part¹,

☐ **L'entreprise, co-contractant, ci-après dénommé « le titulaire » :**

Dénomination sociale :

.....
.....

Ayant son siège social à :

.....
.....
.....
.....

Coordonnées

 :

 :

 :

Ayant pour numéro unique d'identification SIRET ²:

.....

Représentée par :

Nom :

.....

Qualité ³ :

☐ **Représentant légal de l'entreprise.**

☐ **Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l'entreprise.**

¹ Le candidat doit cocher la situation concernée

² Les entreprises étrangères indiquent, s'il en existe un, leur numéro d'inscription dans le registre public concerné.

³ La personne physique représentant le candidat doit cocher la situation concernée.

Les prestations réalisées dans le cadre du présent accord-cadre seront exécutées⁴ :

☐ Par le siège.

☐ Par l'établissement suivant :

Nom :

.....

Adresse :

.....

.....

.....

Numéro unique d'identification

SIRET :

.....

Après avoir pris connaissance de l'accord-cadre et des documents qui y sont mentionnés, fourni les certificats, les déclarations et attestations prévus aux articles aux articles R. 2143-3 à R. 2143-16 du Code de la commande publique,

M'ENGAGE sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies dans les pièces contractuelles.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de **180 jours calendaires** à compter de la date limite de remise des offres fixée dans le règlement de la consultation.

ou

☐ Le groupement d'entreprises solidaire/conjointe⁵, ci-après dénommé « le titulaire » :

1^{ère} entreprise cotraitante mandataire du Groupement :

Dénomination sociale :

.....

.....

Ayant son siège social à

.....

.....

⁴ Le candidat doit cocher la situation concernée. Lorsque les prestations seront réalisées par un établissement n'ayant pas de personnalité morale, le représentant légal du siège de l'entreprise doit fournir en annexe au présent accord-cadre le pouvoir habilitant l'établissement à réaliser les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre.

⁵ Le candidat indique la forme du groupement en barrant la mention inutile. La forme peut être imposée après notification Cf. règlement de consultation et/ou APPC.

.....
.....

.....
.....

Ayant pour numéro unique d'identification SIRET⁶ :

.....
.....

Représentée par :

Nom :

.....

Qualité ⁷ :

☐ Représentant légal de l'entreprise.

☐ Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l'entreprise.

Les prestations réalisées dans le cadre du présent accord-cadre seront exécutées⁸ :

☐ Par le siège.

☐ Par l'établissement suivant :

Nom :

.....

Adresse :

.....
.....

.....
.....

.....
.....

Numéro unique d'identification

⁶ Les entreprises étrangères indiquent, s'il en existe un, leur numéro d'inscription dans le registre public concerné.

⁷ La personne physique représentant le candidat doit cocher la situation concernée.

⁸ Le candidat doit cocher la situation concernée. Lorsque les prestations seront réalisées par un établissement n'ayant pas de personnalité morale, le représentant légal du siège de l'entreprise doit fournir en annexe au présent accord-cadre le pouvoir habilitant l'établissement à réaliser les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre.

SIRET :

.....

En cas de groupement conjoint, le mandataire déclare être solidaire de tous les membres du groupement.

2^{ème} entreprise co-traitante⁹ :

Dénomination sociale :

.....
.....

Ayant son siège social à

.....
.....

.....
.....

Ayant pour numéro unique d'identification

SIRET¹⁰ :
.....

Représenté par :

Nom :

.....

Qualité¹¹:

- ☐ Représentant légal de l'entreprise.
- ☐ Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l'entreprise.

Les prestations réalisées dans le cadre du présent accord-cadre seront exécutées ¹²:

- ☐ Par le siège.
- ☐ Par l'établissement suivant :

⁹ En cas de groupement composé de plus de deux co-traitants, l'identification exacte des autres co-traitants doit être annexée au présent accord-cadre.

¹⁰ Les entreprises étrangères indiquent, s'il en existe un, leur numéro d'inscription dans le registre public concerné.

¹¹ Cocher la situation concernée.

¹² Le candidat doit cocher la situation concernée. Lorsque les prestations seront réalisées par un établissement n'ayant pas de personnalité morale, le représentant légal du siège de l'entreprise doit fournir en annexe au présent accord-cadre le pouvoir habilitant l'établissement à réaliser les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre.

Nom :

.....

Adresse :

.....

.....

.....

.....

.....

Numéro unique d'identification SIRET :

.....

.....

Chaque membre du groupement ayant pris connaissance de l'accord-cadre et des documents qui y sont mentionnés, fourni les certificats, les déclarations et attestations prévus aux articles R. 2143-3 à R. 2143-16 du Code de la commande publique,

NOUS ENGAGEONS sans réserve, en qualité d'entrepreneurs groupés solidaires, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies dans les pièces contractuelles.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de 180 jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres indiquée dans le règlement de la consultation.

CONTEXTE

Le Centre des monuments nationaux est un établissement public administratif dont les statuts sont fixés par les articles L. 141-1 et R.141-1 et suivants du code du patrimoine. Il est placé sous tutelle du ministre chargé de la Culture.

La présentation du Centre des monuments nationaux et de ses activités est consultable sur le site internet du Centre des monuments nationaux : <http://www.monuments-nationaux.fr>

Il a pour mission d'entretenir, restaurer, mettre en valeur et ouvrir au public les monuments historiques qui lui sont affectés. Il a ainsi la charge d'une centaine de monuments.

Le département des Librairies-Boutiques (DLB), rattaché à la Direction du Développement Economique de l'établissement, gère 76 librairies-boutiques des sites et monuments CMN répartis sur toute la France.

Le DLB agit comme fonction support pour le réseau des librairies-boutiques de manière stratégique et opérationnelle : il propose l'offre de produits mis en vente dans les boutiques, gère la logistique et l'approvisionnement de ces produits et est en charge de la mise en valeur de cette offre dans les boutiques ainsi que de l'accompagnement commercial de ces points de ventes.

Le DLB propose une offre diversifiée de produits culturels et touristiques en lien avec chaque site : livres, jouets, accessoires cadeaux souvenirs, bijoux, accessoires de la personne, etc. L'offre librairie est composée d'ouvrages de négoce ainsi que d'ouvrages édités par les « Editions du Patrimoine ».

A ce titre, le DLB souhaite acquérir, au titre du présent accord-cadre, des supports d'écriture bille et de crayons à papier, corps synthétiques ou bois personnalisés, destinés à la vente dans l'ensemble des boutiques du CMN.

Il est précisé que le CMN fournira lui-même au Titulaire les visuels de personnalisation.

Article 1 - Objet de l'accord-cadre

1-1 Généralités

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de supports d'écriture bille et de crayons à papier, corps synthétiques ou bois personnalisés, destinés à être vendus dans les librairies-boutiques gérées par le Centre des monuments nationaux.

Il est issu d'une consultation allotie. Il s'agit du lot n°1.

1-2 Périmètre

Les produits développés et commercialisés dans le cadre de la politique de licence de marque mise en œuvre par le CMN sont exclus du présent accord-cadre.

Article 2 - Procédure de passation et forme de l'accord-cadre

La consultation est passée en appel d'offres ouvert, en application des articles **L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique**.

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures mono-attributaire par émission de bons de commande.

Article 3 - Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles régissant l'accord-cadre et les bons de commande qui seront émis sur son fondement sont, par ordre de priorité décroissante, les suivantes :

- Le présent **Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Particulières (AE-CCP)** ;
 - Annexe 1 : Répartition des prestations en cas de groupement conjoint ;
 - Annexe 2 : Déclaration de sous-traitance ;
 - Annexe 3 : Fiches logistiques des lieux de livraison CMN.
- Le **Bordereau de Prix Unitaires** ;
- **L'offre technique du titulaire** (le mémoire technique du Titulaire et les échantillons fournis) ;
- **Les bons de commande** notifiés pendant l'exécution de l'accord-cadre ;
- **Le(s) dernier(s) catalogue(s) du Titulaire** indiquant les tarifs des fournitures correspondant à l'objet de l'accord-cadre et leur fiches descriptives (matériaux utilisés, finitions, etc.) ;
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)** approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Seul l'original de ces pièces conservé dans les archives du Centre des monuments nationaux fait foi.

NOTA : les conditions générales de ventes (CGV) figurant, le cas échéant, à l'offre du titulaire, ne sont pas applicables au présent accord-cadre.

Article 4 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Il peut être reconduit tacitement trois (3) fois pour une durée d'un an sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il en informe le Titulaire au moins un (1) mois avant l'échéance annuelle de l'accord-cadre ; le Titulaire ne saurait prétendre à une indemnité du fait de la non-reconduction de celui-ci.

Article 5 - Correspondants

5-1 Correspondant du Centre des monuments nationaux

Le correspondant du Centre des monuments nationaux, chargé de l'organisation et du contrôle des prestations, est le chef du département des librairies-boutiques ou son représentant.

5-2 Correspondant du Titulaire

Afin de faciliter l'exécution du présent accord-cadre et pour assurer un suivi de qualité, le Titulaire s'engage à communiquer aux interlocuteurs du Centre des monuments nationaux énoncés ci-dessus les coordonnées précises d'un correspondant (nom, adresse, téléphone, e-mail).

Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution de l'accord-cadre devra être communiqué aux interlocuteurs du Centre des monuments nationaux dans les meilleurs délais.

Article 6 – Description des prestations

6-1 Description des produits

Lot n°1 : stylos bille avec poussoir, stylo bille 4 couleurs, stylo bille capuchon, crayon à papier avec gomme blanche et embout crayon mine et vernis noir, personnalisés selon la charte graphique fournie par le Centre des monuments nationaux. Les supports sont fabriqués en matière synthétique, recyclée ou en bois, et offrent une large surface d'impression.

Le descriptif détaillé des fournitures concernées par le présent accord-cadre et susceptibles de faire l'objet de bons de commande de la part du CMN figurent au CCTP.

Les formats et matières sont susceptibles d'évoluer en fonction des besoins du CMN, des évolutions réglementaires et des innovations technologiques permettant d'en réduire l'impact environnemental. Le titulaire devra informer le CMN de toute évolution réglementaire.

6-2 Quantités

Les quantités indiquées dans le DQE sont communiquées à titre purement informatif et ne constituent pas un engagement sur un montant minimum des commandes.

Ces quantités sont estimées au regard des ventes réalisées en 2024 et s'entendent tous visuels confondus.

6-3 Conditionnement

S'agissant de produits destinés à être livrés en entrepôt central avant éclatement vers les boutiques, le CMN sera attentif aux conditionnements (PCB) et sous conditionnement (SPCB) des produits.

Le conditionnement devra permettre un contrôle aisé à réception des livraisons en entrepôt central, puis les boutiques devront pouvoir être servies en multiples du sous-conditionnement entier (se reporter aux besoins annuels les plus bas figurant dans le DQE).

Le cas échéant, le conditionnement des produits souhaité par le CMN est indiqué dans le CCTP. -

Une étiquette est apposée sur le carton. Elle mentionne la référence, le code barre du produit, la quantité par carton et le numéro de commande transmis au titulaire par le CMN.

A l'intérieur du carton (PCB), les produits doivent être regroupés par référence et emballés (SPCB) selon les modalités proposées dans l'offre du titulaire. Devront figurer, a minima, le code article du CMN et la quantité, ainsi que le code EAN (code barre) si cela est possible.

Le titulaire devra utiliser de préférence des matériaux recyclables pour les emballages, tout en limitant l'utilisation de ces derniers au strict minimum. Il ne devra pas y avoir d'emballage individuel.

Article 7 - Modalités d'exécution de l'accord-cadre par émission de bons de commande

7-1 Validation avant mise en fabrication

A partir du visuel fourni par le CMN, le titulaire produit un bon à tirer (BAT) pour chaque produit, et ce dans un délai maximum de 8 jours ouvrés.

Le CMN se réserve le droit de demander des modifications de ce BAT avant la validation. Une fois le BAT validé, et sauf avis contraire du CMN, le titulaire procède à la fabrication et à la présentation au CMN d'un prototype.

Chaque prototype est impérativement étiqueté avec les mentions suivantes : nom du fournisseur, nom du produit, référence CMN, date.

Le CMN contrôle la conformité des prototypes au regard des spécifications du présent AE-CCP et peut demander des ajustements. De nouveaux prototypes sont alors réalisés par le titulaire, et ce jusqu'à leur acceptation par le CMN. Le titulaire ne pourra pas exiger une rémunération complémentaire à ce titre (sauf dans le cas où la demande de modification du prototype du CMN pour des motifs ne tenant ni aux stipulations de l'AE-CCP, ni du CCTP, ni de la conformité avec les échantillons fournis).

Lorsque les prototypes sont acceptés par le CMN, ils sont datés et visés par le CMN et tiennent lieu de modèles de référence.

L'acceptation des prototypes fait l'objet d'une approbation écrite du CMN par voie électronique. En cas de litige, seuls les modèles de référence dûment approuvés et conservés par le CMN font foi.

Toute modification ou adaptation des produits au cours de l'exécution de l'accord-cadre, pour quelque raison que ce soit, doit faire l'objet d'une approbation de la part du CMN, en conformité avec les stipulations ci-avant.

La livraison des prototypes ne peut excéder 15 jours ouvrés à compter de la date de validation du BAT par le CMN.

Toute demande de modification du prototype pour non-respect, par le titulaire, des stipulations de l'AE-CCP et/ou du CCTP et/ou de non-conformité avec les échantillons fournis à l'appui de son offre, donnera lieu à la présentation d'un nouveau prototype dans **un délai maximum de 10 jours ouvrés.**

Toute demande de modification du prototype du faire du CMN pour des motifs ne tenant ni aux stipulations de l'AE-

CCP, ni du CCTP, ni à la conformité avec les échantillons fournis, donnera lieu à la présentation dans un délai maximum de 15 jours ouvrés. Cette nouvelle demande de prototype du fait du CMN fera l'objet d'un devis soumis par le titulaire au CMN. Dans ce cas, le bon de commande adressé au titulaire fera référence au devis, conformément aux dispositions de l'article 7-2 du présent AE-CCP.

Le CMN se réserve le droit d'assister, si nécessaire, au lancement de production pour validation des « premières » de production.

La qualité des visuels reproduits lors de la fabrication devra être irréprochable. En effet, elles reflètent l'image des librairies-boutiques du Centre des monuments nationaux.

7-2 Etablissement des bons de commande

Le présent accord-cadre s'exécutera au moyen de bons de commande émanant exclusivement du département des librairies et boutiques du Centre des monuments nationaux.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix unitaires figurant au BPU.

Chaque bon de commande comportera notamment les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et numéro de la commande ;
- la description des fournitures ;
- le nombre total de produits commandés ;
- le coût total de la commande ;
- le détail de la commande ;
- les références CHORUS pour la réalisation de la facture ;
- Le cas échéant, le devis ;
- le lieu et le délai de livraison ;
- la personne à contacter au Centre des monuments nationaux en charge de cette commande

Les bons de commandes seront adressés au Titulaire par courrier électronique.

A réception de la commande, le titulaire doit confirmer la date de livraison et les quantités exactes à livrer. Cette confirmation se fait par mail sous 48h, adressé **directement** à la personne qui a envoyé la commande (coordonnées inscrites sur le bon de commande).

En ce qui concerne les reliquats, le titulaire doit communiquer au CMN une date approximative de livraison. En fonction de ce délai, le CMN se réserve le droit d'annuler le reliquat de commande.

Toute modification de date de livraison après confirmation doit être exceptionnelle. Chaque modification doit être justifiée par un cas de force majeure.

Les bons de commande peuvent être adressés à compter de la date de notification de l'accord-cadre jusqu'à son échéance. Ils pourront continuer à produire leurs effets après l'expiration de l'accord-cadre pour une durée qui ne pourra dépasser 3 (trois) mois à compter de l'émission du dernier bon de commande.

7-3 Autre commandes

Le cas échéant, le CMN se réserve la possibilité de commander au titulaire des produits correspondant à l'objet de l'accord-cadre (notamment pour des événements ponctuels type expositions), sur présentation préalable d'un devis accepté par le CMN.

7-4 Lieu de livraison

Les livraisons sont de la responsabilité du titulaire.

Les livraisons sont effectuées sur un lieu de stockage centralisé en France métropolitaine. L'adresse exacte sera indiquée sur le bon de commande.

Le titulaire se conformera à la procédure de livraison et devra s'engager à respecter strictement les modalités déterminées par le CMN et transmises lors de la passation de la commande.

7-5 Modalités de livraison

Le titulaire devra tenir compte des modalités de livraison (horaire de livraison, prise de rendez-vous, etc.). Le choix du mode de transport prend en compte les contraintes d'accessibilité et de stationnement sur le lieu de livraison. Aucune indemnité n'est accordée à ce titre. Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination, ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage et de chargement incombent au titulaire.

Les frais résultants d'un refus de livraison sont à la charge du titulaire et un bon de reprise devra être établi.

Le lieu de livraison ne peut être présumé et fait l'objet d'une mention explicite portée sur les bons de commande.

Le cas échéant, le Titulaire sera tenu de livrer les fournitures à l'étage ou en sous-sol.

Toute livraison excédentaire ne pourra être facturée.

7-6 Bordereau de livraison

Chaque livraison sera accompagnée d'un bordereau de livraison.

Il appartient au titulaire d'obtenir du destinataire la signature du bordereau de livraison prouvant la matérialité de la prise en charge des fournitures. Ce document pourra être exigé par le CMN en cas de contestation par le destinataire. A défaut de cette preuve, la fourniture est réputée ne pas avoir été livrée.

La constatation de la livraison se fait par la signature d'un double du bordereau de livraison et vaudra accord pour la vérification quantitative et qualitative.

Le bordereau de livraison mentionnera les indications suivantes :

- Le lieu de livraison ;
- L'adresse complète du titulaire ;
- L'identification du destinataire ;

- Le numéro de l'accord-cadre et de commande ;
- La codification des produits ;
- Le nombre d'exemplaires produits par référence ;
- Le nombre total de produits.

7-8 Délais d'exécution des bons de commande

L'exécution des prestations est effectuée dans les délais figurants sur les bons de commande.

Le délai de livraison commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande, adressé au titulaire par courrier électronique.

A défaut de livraison dans ces délais, le titulaire encourt des pénalités de retard qui lui seront appliquées selon les modalités prévues à l'article 19 du présent AE-CCP.

Le Titulaire doit tenir compte des commentaires indiqués, le cas échéant, sur chaque bon de commande précisant les modalités de livraison.

Article 8 – Clause de réexamen

Le présent accord-cadre pourra subir des modifications au sens de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique.

Ces modifications pourront notamment concerner la personnalisation des produits susvisés sous forme de marquage, de réalisation d'un motif spécifique, de réalisation de finitions spécifiques ou toute autre modification des produits présents au catalogue du titulaire.

Les prix de ces modifications seront validés par le pouvoir adjudicateur après remise d'un devis par le titulaire, et seront intégrés au marché sous forme de Bordereau de Prix Unitaires (BPU) venant compléter le tarif général.

Article 9 - Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum, avec un montant maximum annuel de **170 000 € HT**.

Article 10 - Modalités de détermination des prix

10-1 Forme des prix – Révision des prix – Clause de sauvegarde

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires, conformément au BPU (ainsi que, le cas échéant, au catalogue du titulaire).

Le titulaire s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur tout nouveau catalogue à la date anniversaire de l'accord-cadre

Le nouveau catalogue annule et remplace le précédent.

Les prix de l'accord-cadre sont exprimés en euros et sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (mois M0).

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution du marché. Ils peuvent être révisés une fois par an à la hausse ou à la baisse, en cas de reconduction de l'accord-cadre par référence au tarif général du titulaire (BPU et catalogue). Ils seront mis à jour au début de chaque reconduction de l'accord-cadre, le cas échéant.

Le titulaire adresse son nouveau tarif au CMN deux mois avant l'expiration de chaque période de reconduction. Il s'engage à donner toutes précisions utiles concernant les modifications de prix.

Le correspondant du CMN fait connaître au titulaire son acceptation ou son refus dans un délai maximal de dix jours calendaires à compter de la réception du nouveau tarif.

En l'absence de réponse du CMN au terme du délai susmentionné, le nouveau tarif est considéré comme accepté et entre en vigueur à la date de reconduction de l'accord-cadre. L'ajustement peut s'opérer à la hausse comme à la baisse.

En cas de refus, le correspondant du CMN présente ses observations motivées par lettre recommandée. Le titulaire dispose d'un délai de dix jours calendaires à compter de la date de réception des observations pour y répondre et présenter, le cas échéant, un nouveau tarif.

A la réception de la réponse du titulaire, un nouveau délai de dix jours calendaires commence à courir.

Si aucun accord ne peut intervenir, l'accord-cadre pourra être résilié par le CMN sans indemnité.

Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait reçu aucune réponse du CMN au terme du nouveau délai susmentionné, le nouveau tarif est considéré comme accepté par le CMN et entre en vigueur à la date de reconduction de l'accord-cadre.

Le CMN se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans indemnité dans le cas où le changement de tarif fait ressortir une hausse de prix supérieure à 3% par rapport au tarif inscrit dans le BPU (sur la moyenne des prix unitaires remisés).

10-2 Contenu des prix

Les prix sont établis en tenant compte de toutes les sujétions pouvant découler de l'exécution du présent accord-cadre quelles que soient les circonstances et hors les cas de force majeure reconnus par une juridiction compétente.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures et prestations objets du présent marché, ainsi que :

- Tous les frais afférents à la mise au point des produits, notamment les frais du développement de BAT produit, frais d'outillage ou tout autre frais technique lié à la fabrication des produits stipulés dans le BPU, ainsi que les frais des prototypes ;
- Les frais du conditionnement, de l'emballage, de la manutention, l'assurance et du stockage ainsi que le transport des produits jusqu'au lieu de livraison défini dans le bon de commande ;

- Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes de ces circonstances et a élaboré ses prix en connaissance de cause.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date d'exécution des prestations. Il sera tenu compte par le titulaire ou par l'administration dans le cadre de la réglementation en vigueur, des augmentations ou des diminutions de même que des créations ou des suppressions des taxes en vigueur à la date de livraison.

10-3 Remise exceptionnelle et prix promotionnels

Le titulaire s'engage à faire bénéficier au CMN des prix promotionnels et remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que ceux-ci auraient pour conséquence une diminution des prix de l'accord-cadre, afin que le CMN puisse en bénéficier *ipso facto*.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

Le titulaire devra informer le chef du département des librairies boutiques ou son représentant de chaque opération promotionnelle et lui communiquer la liste des articles concernés, leur nouveau prix ainsi que la date de l'offre promotionnelle et sa durée.

En cas de commande de ces articles, le Titulaire devra indiquer sur la facture la mention « offre promotionnelle ».

Article 11 – Obligations du titulaire

11-1 Connaissance de l'accord-cadre par le titulaire

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des prestations à accomplir au titre du présent accord-cadre. Il doit avoir recueilli auprès du Centre des monuments nationaux tous les renseignements pouvant être donnés et nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble des prestations de l'accord-cadre, sans aucun dommage pour lui.

Il ne saura se prévaloir, postérieurement à la conclusion de l'accord-cadre, d'une connaissance insuffisante des pièces de celui-ci.

11-2 Respect général de la réglementation en vigueur concernant la protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 CCAG-FCS, les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le Titulaire s'engage à respecter les textes de loi en vigueur sur les conditions de travail.

D'une manière générale, le Titulaire s'engage à respecter :

- les lois, décrets, et arrêtés applicables aux prestations objets du présent accord-cadre,
- le code du travail, et ses décrets d'application,
- les normes françaises et européennes en vigueur ;
- tous autres documents réglementaires applicables aux prestations objet du présent accord-cadre.

Le prestataire et ses éventuels sous-traitants et fournisseurs assurent la sécurité des personnels et des tiers ainsi que n'ont pas recourt au travail des enfants ou à toute autre forme de travail forcé ou obligatoire conformément aux conventions adoptées par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail en particulier la Convention sur l'âge minimum (n° 138) adoptée le 26 juin 1973.

Le titulaire doit être en mesure de justifier du respect des normes en vigueur mentionnées au présent article, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur. A défaut de fournir toutes les preuves suffisantes pour établir le respect de ces obligations envers ses propres employés et ceux de ses fournisseurs ou sous-traitants le cas échéant, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre. La résiliation sera prononcée, le cas échéant, après mise en demeure du titulaire par le pouvoir adjudicateur et si le titulaire n'a pas été en mesure de fournir lesdites preuves dans le délai imparti fixé par le pouvoir adjudicateur.

11-3 Obligation de transmission semestrielle

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), le titulaire de l'Accord-cadre doit s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code.

Lorsque le cocontractant est établi en France, la preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être rapportée par la production :

- d'une attestation de déclarations sociales et fiscales de moins de 6 mois
- d'un extrait K-bis de moins de 3 mois ou carte d'identification du Répertoire des Métiers

Lorsque le cocontractant est établi à l'étranger, la preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être rapportée par la production :

- d'un document mentionnant son numéro individuel d'identification ou un document mentionnant son identité et son adresse ;
- d'un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;
- lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.

Dans le cadre des obligations légales – tant des entreprises et du pouvoir adjudicateur - le Centre des monuments nationaux a souscrit à la plateforme en ligne E-Attestations, afin de simplifier et de sécuriser la collecte des

attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme gratuite est simple d'utilisation ; elle permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité.

E-attestations permet de s'assurer que les opérateurs économiques remplissent les conditions de participation aux procédures de passation des marchés, qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

L'attention des candidats est attirée sur l'importance de la validité de l'adresse courriel transmise, qui servira pour les relances de la plateforme.

Le titulaire s'engage donc à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues aux articles D 8222-5, D 8254-4 du Code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

www.e-attestations.fr

A défaut, l'accord-cadre est résilié dans les conditions prévues à l'article 22 du présent AE-CCP.

11-4 Normalisation

Le Titulaire déclare que les fournitures sont conformes par ordre de priorité décroissante :

- aux normes harmonisées établies par les organismes chargés de la normalisation dans les états membres de l'Union Européenne,
- aux normes françaises homologuées ou aux normes étrangères nationales équivalentes,

Ces normes sont celles en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement par le Titulaire. Le Titulaire s'engage à communiquer au Centre des monuments nationaux toute modification des normes en vigueur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre en cas de non-respect de ces normes par le titulaire.

11-5 Obligation de discrétion et de confidentialité

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, documents, dont il aurait connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord exprès préalable de l'établissement public.

Le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate du lien contractuel sans préavis ni indemnité.

Article 12 – Rupture de stock

Le Titulaire doit signaler immédiatement par courriel toute rupture de stock, même partielle, en indiquant les dates de mise à disposition de ces articles en rupture.

Dans l'hypothèse où les dates ne conviendraient pas au Centre des monuments nationaux, le Titulaire pourra, le cas échéant, proposer en remplacement un produit similaire ou nouveau.

Si le ou les produits ne peuvent être remplacés ou si le Centre des monuments nationaux ne donne pas son accord sur les propositions de remplacement du Titulaire, le Centre des monuments nationaux aura la liberté de s'adresser à une autre société pour la(les) fourniture(s) concernée(s).

Article 13 – Fournitures d'articles nouveaux

La fourniture d'articles nouveaux durant l'exécution de l'accord-cadre sera soumise à l'approbation du Centre des monuments nationaux.

Ces articles nouveaux devront répondre aux mêmes conditions et être qualitativement équivalents ou supérieurs aux articles fournis.

Si la fourniture d'articles nouveaux est approuvée par le Centre des monuments nationaux, il sera établi un additif au BPU qui sera annexé au présent accord-cadre, sans qu'il soit nécessaire d'établir une modification au marché (avenant).

Article 14 – Opérations de vérification – Admission des prestations

14-1 Vérifications quantitatives

Par dérogation aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS, les opérations de vérifications sont effectuées lors de la livraison des fournitures par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les opérations de vérification consistent à vérifier, sur le lieu de livraison, la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison, ainsi que celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme au bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

À la suite des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la livraison pour notifier sa décision.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, ledit bordereau et son duplicata seront rectifiés.

14-2 Vérifications qualitatives

Ces opérations de vérifications sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues aux articles 27 à 28 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications de l'accord-cadre.

À la suite des opérations de vérification, le Centre des monuments nationaux dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la livraison pour notifier sa décision.

14-3 – Vérifications des conditions de livraisons

Par complément à l'article 27 du CCAG-FCS, les conditions de livraisons font également l'objet d'une vérification (conditionnement, délais de livraison, etc.).

14-4 Décisions après vérifications

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-FCS, à l'issue des opérations de vérifications, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux dispositions prévues au CCAG-FCS.

Passé un délai de 15 jours à compter de la livraison, et sans décision expresse du pouvoir adjudicateur, la décision d'admission des fournitures est réputée acquise.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les fournitures ne satisfont pas entièrement aux conditions de l'accord-cadre, il notifie sa décision au titulaire par tout moyen permettant d'en attester la réception (lettre recommandée avec AR, courriel, etc.), en précisant la ou les fournitures qui font l'objet d'une erreur et/ou d'une défectuosité.

Les envois défectueux ou erronés seront remplacés aux frais du titulaire, transport et emballage compris.

Le cas échéant, le titulaire doit procéder au remplacement de la fourniture incriminée dans un délai égal ou inférieur au « délai accéléré » qu'il a indiqué dans son offre.

Le CMN se réserve la possibilité d'exiger un avoir correspondant au montant des produits non-conformes. Dans ce cas, à défaut de réception de ce dernier sous 8 jours ouvrés, une réfaction sur facture sera appliquée (déduction automatique de la facture du montant de l'avoir).

D'une manière générale, tout non-respect des conditions de livraison définies avec le titulaire peut entraîner un refus de livraison. Une attention particulière sera portée sur les points suivants :

- Absence de la mention spécifiant le compte du CMN auprès du stockeur ;
- Non-conformité des documents obligatoires :
 - Absence de BL
 - Absence du N° de commande du CMN
 - Absence de bon de transport
 - Palette ou Colis non identifiés avec la mention spécifiant le compte du CMN auprès du stockeur
- Erreur d'adresse de livraison (aucun colis ne sera retiré en bureau de poste)
- Non-respect des consignes de conditionnement
- Mauvais état de livraison
- Non-respect du délai de livraison
- Etc.

Article 15 – Garantie

Les fournitures, objet du présent accord-cadre, sont garanties contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, c'est-à-dire inapparent à première vue lors de la livraison, et ceci à compter de la décision d'admission.

En cas de vice caché, la(les) fourniture(s) sera(seront) remplacée(s) par le Titulaire ou une réfaction pourra être appliquée par le pouvoir adjudicateur.

Conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG-FCS, tous les frais afférents à la mise en œuvre de cette garantie sont à la charge du Titulaire.

Article 16 – Sous-traitance

Les fournitures nécessitant des adaptations spécifiques pour répondre au besoin du pouvoir adjudicateur, le titulaire peut sous-traiter une partie des prestations dans les conditions définies aux articles L. 2193-3 à L. 2193-9, R. 2193-1 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Il devra compléter un DC4 qui sera joint en annexe au présent document.

Il doit cependant être noté que les dispositions de l'article L. 2193-1 du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance ne s'appliquent pas au présent marché pour la simple fourniture du produit.

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir préalablement obtenu du CMN l'acceptation expresse de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Cette déclaration peut accompagner le dépôt du dossier de consultation soit être ajouté en cours d'exécution du marché lorsque le recours à la sous-traitance n'était pas initialement prévu.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au CMN ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception un formulaire DC4, dûment complété et accompagné des pièces requises mentionnant, notamment :

- La nature et la part des prestations dont la sous-traitance est envisagée ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant prévisionnel de chaque prestation sous-traitée.

Le CMN se réserve le droit de refuser un sous-traitant proposé par le Titulaire, pour un motif tiré, notamment, de l'insuffisance de garanties données par le sous-traitant ou de l'interdiction qui lui est faite de soumissionner à un marché public, laissant supposer qu'il ne permettra pas au Titulaire de respecter ses obligations vis-à-vis du CMN.

Tout recours à la sous-traitance sans respect de ces stipulations expose le Titulaire à la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

L'acte d'engagement éventuellement complété par les annexes ou par les actes spéciaux, indique ce qui doit être réglé au sous-traitant.

Article 17- Modalités de règlement

17-1 Compte à créditer

Le Centre des monuments nationaux se libère des sommes dues au titre du présent accord-cadre en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom du Titulaire :

Coller un RIB original

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, la 1ère entreprise cotraitante et mandataire du groupement) colle son RIB ci-avant, ses cotraitants doivent se reporter à l'annexe 2 du présent acte d'engagement pour la répartition des paiements et l'identification bancaire).

(Joindre un RIB original)

17-2 Production des factures

Les factures sont établies en un original, au nom du Centre des monuments nationaux et portent, outre les mentions légales (raison sociale, adresse, forme juridique, numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, numéro de T.V.A intracommunautaire du fournisseur), les indications suivantes :

- le nom du monument /direction concerné et le code service attaché.
- le numéro de l'accord-cadre,
- le nom, numéro d'identification individuel et adresse du Titulaire,
- la date d'exécution des prestations,
- le détail des prestations réalisées,
- le prix hors taxes des prestations,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant toutes taxes comprises des prestations
- le numéro de compte bancaire tel qu'il figure dans l'acte d'engagement.

En application de l'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures sont transmises sous la forme électronique via une plate-forme de facturation dénommée Chorus Portail Pro (CPP).

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable du Centre des monuments nationaux - Hôtel de Sully - 62 rue Saint-Antoine - 75186 PARIS CEDEX 04

17-3 Délai de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne peut excéder trente jours (30) à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date de la décision d'admission si celle-ci lui est postérieure.

Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivé suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le Titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

17-4 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit pour le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants payés directement, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement.

Conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L. 2192-13 est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire est prévue (Article D. 2192-35 du Code de la commande publique) pour frais de recouvrement, celle-ci est fixée à 40€.

Ce montant forfaitaire s'ajoute aux pénalités de retard, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités. L'indemnité doit être mentionnée par le titulaire, sur chaque facture concernée, elle est due par facture.

17-5 Avance

Une avance peut être versée dans les cas énumérés aux articles R. 2191-3 et R. 2191-16 du Code de la commande publique :

- | |
|--|
| <input type="checkbox"/> Je souhaite le versement d'une avance dès lors qu'un bon de commande respecte les conditions de l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique |
| <input type="checkbox"/> Je ne souhaite pas le versement d'une avance |

Article 18 - Cession ou nantissement de créance

Le montant des bons de commande pourra être cédé ou mis en nantissement suivant les prescriptions des articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit ou au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de droit commun.

Conformément à l'article R. 2191-54 du Code de la Commande Publique, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent marché sera faite auprès de l'agent comptable du Centre des Monuments Nationaux.

Monsieur/Madame l'agent comptable

Article 19 - Pénalités pour retard

Les pénalités peuvent faire l'objet d'un décompte mensuel.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne saurait être exonéré des pénalités encourues, sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

Pénalité pour retard de livraison :

En cas de dépassement de la date de livraison indiquée sur le bon de commande, une pénalité de 2 % du montant HT de la commande concernée sera appliquée pour chaque jour ouvré de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités applicables est plafonné par le montant HT de chaque bon de commande.

Pénalité pour retard en cas de rupture de stock :

Une pénalité égale à 5% du montant des articles commandés en rupture de stock par jour calendaire de retard sera appliquée au-delà de deux (2) mois de retard à compter de l'émission du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités applicables est plafonné par le montant HT des articles concernés par la rupture de stock.

Article 20 - Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 21 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes de l'accord-cadre est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 22 - Changement dans la structure de la société

Le Titulaire doit obligatoirement notifier au Centre des Monuments Nationaux toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent accord-cadre une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. L'établissement se réserve le droit de résilier, dans un délai d'un mois après cette notification, le présent accord-cadre sans être tenu au paiement d'une indemnité. Il en est de même de tout projet de fusion et d'absorption.

Cette clause étant une condition expresse, toute infraction pourra entraîner la résiliation immédiate de l'accord-cadre sur simple notification par lettre recommandée sans autre formalité et indemnité.

Article 23 – Clause diversité et égalité

Le Centre des Monuments Nationaux est détenteur depuis 2022 des labels « Egalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Le CMN s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et les violences et harcèlements sexistes et sexuels, ainsi que pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et ce notamment dans ses procédures de gestion des ressources humaines :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH ;
- Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le CMN s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le CMN souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle »

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature de l'accord-cadre le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le CMN.

Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution de l'accord-cadre.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en

cours d'exécution de l'accord-cadre si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si marché pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

Dispositif de signalement et d'écoute mis en place par le CMN

Un dispositif de signalement et d'écoute permettant de recueillir et de traiter les signalements de discriminations, de harcèlement moral, d'inégalités professionnelles, de violences sexuelles et sexistes et d'agissements sexistes est mis en place par le CMN.

Il est attendu du titulaire qu'il informe l'ensemble de son personnel de l'existence de ce dispositif, et de leur possibilité d'émettre des signalements dans le cadre de l'exécution des prestations du présent accord-cadre. La présentation de ce dispositif est annexée au règlement de la consultation (annexe au RC).

Collaboration du titulaire en cas de signalement

Une collaboration pleine et entière du titulaire est attendue en cas de signalement dans le cadre du dispositif mis en place par le CMN, de plainte, d'enquête ou de sanction disciplinaire qui viseraient un de ses personnels dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

A ce titre, le CMN demandera au titulaire la mise en place de mesures conservatoires durant l'enquête administrative, et se réserve le droit de demander au titulaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, la mise à l'écart temporaire ou définitive de l'agent concerné.

De la même manière, dans le cas où un personnel du titulaire serait lui-même à l'origine d'un signalement à l'encontre d'un agent du CMN, le CMN s'engage à mener les investigations adaptées à la situation, y compris une enquête administrative si nécessaire et à mettre en place les mesures conservatoires si celles-ci s'avèrent justifiées.

Article 24 - Résiliation

En cas de non-respect des clauses du présent accord-cadre, celui-ci peut être résilié conformément aux dispositions du Chapitre 7, Articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Le Centre des monuments nationaux peut également résilier l'accord-cadre dans les conditions prévues au présent AE-CCP, notamment en cas de manquement du titulaire :

- Dans ses obligations de transmission semestrielle (article 11.3 du présent AE-CCP) ;
- De manquement à ses obligations en termes de discrétion et confidentialité (article 11.5) ;
- De manquement à ses obligations en termes de respect des normes en vigueur et ses engagements concernant la protection de la main d'œuvre (article 11.2) ;

La présente liste ne saurait être exhaustive ; tout manquement aux clauses du présent accord-cadre est susceptible d'entraîner sa résiliation par le pouvoir adjudicateur.

Les prestations peuvent être exécutées aux frais et risques du titulaire.

Article 25 - Litiges

En cas de litige nés de l'exécution ou de l'interprétation de l'accord-cadre, les parties essaient de trouver une solution amiable.

En cas d'impossibilité de trouver un accord, les litiges seront soumis au juge administratif. Le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent.

Article 26 - Dérogations

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG-FCS, il n'est pas renseigné de liste récapitulative des articles auxquels le présent CCAP déroge.

Fait en un exemplaire original,

SIGNATURE DU CANDIDAT OU DES MEMBRES DU GROUPEMENT CANDIDAT :

A, le

Partie réservée

POUVOIR ADJUDICATEUR

A, le
Pour le pouvoir adjudicateur,
La Présidente du Centre des monuments nationaux

ANNEXE - DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

*DEMANDE D'ACCEPTATION DU (DES) SOUS-TRAITANTS ET D'AGREMENT DES CONDITIONS
DE PAIEMENT DU (DES) CONTRAT(S) DE SOUS-TRAITANCE*

Joindre un acte spécial (formulaire DC4) renseigné, par sous-traitant, et accessible à l'adresse suivante :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

ANNEXE – REPARTITION DES PRESTATIONS

Si le groupement est conjoint : répartition des prestations

Désignation des membres du groupement	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation